

RAPPORT FEUQ

PRÉSENTÉ DANS LE CADRE DU 513^E CONSEIL CENTRAL DE LA FAÉCUM

Ce rapport vise à informer les associations étudiantes membres de la FAÉCUM de l'état de l'organisation nationale dont il sont présentement membres, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Il se veut un retour sur l'année qui se termine et une réflexion sur l'avenir.

Contexte

La FEUQ a rendu les étudiants fiers à plusieurs reprises au travers de ses 25 années d'existence. De ses premiers balbutiements réactionnaires a émergé une puissance colossale qui a su rassembler l'ensemble des étudiants universitaires du Québec derrière des combats phénoménaux et ainsi changer la face de l'éducation postsecondaire au Québec. Pourtant, de cette véritable machine de guerre du début des années 2000, il ne semble rester que la vision floue d'un héritage répété, mais incompris. Depuis plusieurs années déjà, la FEUQ est la seule promotrice de sa crédibilité et peine à rassembler autour d'elle les forces vives du mouvement étudiant.

Désaffiliations

L'exécutif assiste impuissant à la lente dissolution de la FEUQ. En effet, bien que la perspective historique puisse sembler courte, les désaffiliations s'accumulent et les affiliations se font rares depuis 2005. Au cours des deux dernières années seulement, quatre associations ont quitté l'organisation :

1. AGECALE

Septembre 2013, l'Association générale des étudiants et étudiantes du campus à Lévis (AGECALE) tient un référendum de désaffiliation qui se solde par un résultat à 85 % en défaveur de la FEUQ¹.

2. MAGE-UQAC

Dans un référendum qui s'est terminé le 26 septembre 2013, les membres du Mouvement des associations générales étudiantes de l'UQAC décident à 68 % de quitter la FEUQ². Suite au référendum qui n'a pas été reconnu par la FEUQ, le MAGE-UQAC a mis en demeure cette dernière afin qu'elle cesse d'utiliser son logo et son nom à titre de membre, ce qui a été accepté par la FEUQ. Toutefois, les résultats du référendum ne sont toujours pas reconnus par la FEUQ. Les étudiants de l'UQAC paient donc aujourd'hui une cotisation à un fonds de désaffiliation en attendant que le litige soit réglé.

3. AGECAR

Les membres de l'Association générale des étudiants du campus à Rimouski ont choisi de quitter la FEUQ à 83 % à la rentrée 2013. Le président de l'époque dénonce « le manque de transparence dont a fait preuve l'exécutif de la FEUQ, qui a grandement joué dans la détérioration de la confiance qui régnait entre l'AGECAR et la Fédération »³. Ce référendum n'a pas été reconnu par la FEUQ.

4. ADEESE

En janvier 2015, l'Association des étudiantes et des étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (ADEESE-UQAM) a aussi choisi de quitter la FEUQ à 77 %⁴.

¹ <http://www.lecollectif.ca/un-avenir-incertain-pour-la-feuq/>

² <http://mageuqac.com/resrefaffnat/>

³ <http://www.lecollectif.ca/un-avenir-incertain-pour-la-feuq/>

⁴ http://fr.wikipedia.org/wiki/Fédération_étudiante_universitaire_du_Québec

De la quasi-totalité des associations étudiantes jadis membres, il n'en reste plus que dix et ce chiffre a eu tendance à baisser, pour une représentation nominale qui approche des 100 000 étudiants, incluant les 40 000 étudiants de l'Université de Montréal et les 30 000 étudiants de premier cycle de l'Université Concordia. Une des plus grandes associations étudiantes au Québec, la CADEUL (Université Laval, premier cycle), est très claire sur sa volonté de ne pas affilier la FEUQ⁵. Les autres associations, soit le SSMU (Université McGill, premier cycle), l'AGEUQTR (Université du Québec à Trois-Rivières), l'AGEUQO (Université du Québec en Outaouais) et le REMDUS (Université Sherbrooke, cycles supérieurs) ne démontrent pas de volonté d'affiliation à court ou à moyen terme.

Plusieurs tentatives ont été faites au travers des années dans le but de redresser la FEUQ et de la réaligner vers de meilleurs résultats et un style de gestion des priorités plus saine. Ces tentatives, ont été multiples au travers des dernières années, parfois passives et parfois agressives, n'ont pas été en mesure de rendre la FEUQ plus efficace.

Inefficacité du travail de la FEUQ

Au-delà du contexte structurel dans lequel se trouve la FEUQ actuellement, il est important de se pencher sur sa capacité à remplir sa mission, c'est-à-dire défendre et promouvoir les intérêts des étudiants en faisant contrepoids au gouvernement, ou du moins en travaillant en amont afin d'améliorer la condition de vie de ses membres. Dans les dernières années, de nombreux dossiers n'ont pas avancé et nous avons essuyé quelques reculs importants :

- Les compressions de 200 M\$ en éducation;
- L'augmentation de l'endettement étudiant;
- L'augmentation des frais de scolarité des étudiants français;
- Les compressions dans les bourses pour les étudiants de cycles supérieurs;
- La non-rémunération des stages finaux en éducation;
- La perte du statut d'autonomie à l'AFE pour les étudiants au doctorat de premier cycle;
- Le sous-financement des fonds de soutien à la recherche;
- L'absence d'une Stratégie d'action jeunesse.

En outre, si l'on se fie aux discours des officiers sortant de la FAÉCUM dans les dernières années, on constate que cela fait plusieurs années que la FAÉCUM est insatisfaite de l'avancée des dossiers de la FEUQ. Ceux-ci seront abordés plus en détail dans la section suivante.

Reculs

- *Les compressions de 200 M\$ en éducation*

La FEUQ, depuis l'annonce des compressions massives dans les universités, n'a pas été en mesure de fournir un plan crédible de construction de rapport de force avec le gouvernement libéral. À l'exception de quelques communiqués de presse⁶ qui n'ont pas été repris⁷, très peu d'actions ont été menées sur ce front alors que les conséquences se font sentir directement dans les universités. La FEUQ est toutefois présente au Front social contre l'austérité et elle organise une manifestation le 28 février prochain.

- *L'augmentation de l'endettement étudiant*

Le gouvernement du Québec publiait dans la Gazette officielle le 30 décembre dernier un texte visant à modifier le *Règlement sur l'aide financière aux études*. L'ensemble de ces modifications était somme toute mineur – elles consistaient en une indexation des montants accordés par l'AFE –, mais une modification majeure y était inscrite : l'augmentation du plafond de prêts. Cela signifie que le gouvernement est prêt à

⁵ http://cadeul.com/cadeul_real/sites/default/files/CAE_14_01_24_PV.pdf

⁶ <http://www.newswire.ca/fr/filter/16502?N=11+33&No=12&Ntt=&Nf=>

⁷ Plan d'action spécifique sur la lutte aux compressions budgétaires du gouvernement du Québec dans les services publics, FEUQ. p. 10.

augmenter le niveau d'endettement des étudiants. Il s'agit d'un recul historique puisque ce plafond n'avait pas été augmenté depuis 1990⁸. Lorsque nous l'avons interrogé en congrès, le président de la FEUQ nous a assuré être en mesure de faire reculer le gouvernement sur cette augmentation de l'endettement étudiant, par le biais d'un envoi de lettres au Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science⁹. Or, le 14 février dernier, le règlement entré en vigueur sans autre forme de pression de la FEUQ.

- *L'augmentation des frais de scolarité des étudiants français*

À compter de l'automne 2015, les étudiants français verront leurs frais de scolarité tripler. En effet, le gouvernement a annoncé que ceux-ci paieraient 6600 \$ plutôt que 2200 \$, c'est-à-dire les mêmes frais de scolarité que les étudiants canadiens non résidents du Québec. Cette intention du gouvernement est connue depuis l'automne 2014, mais la seule action posée a été la publication d'un communiqué de presse a été émis¹⁰.

- *Les compressions dans les bourses pour les étudiants de cycles supérieurs*

Les Fonds de recherche du Québec (FRQ) sont responsables de financer la recherche québécoise. Entre autres, ils attribuent chaque année des bourses d'excellence, de formation et de stages à plus de 3 200 étudiants universitaires québécois. En 2013, le Parti Québécois comptait combler les coupes récentes de 15 M\$ par un réinvestissement de 21 M\$ dans les FRQ et offrir 1 500 nouvelles bourses et 1 200 nouveaux stages de formation aux étudiants. Or, suite à l'arrivée du gouvernement libéral, ces nouveaux stages et bourses ont été coupés et les budgets des FRQ n'ont été bonifiés que de 3 M\$.

En juin 2014, le Conseil national des cycles supérieurs de la FEUQ a adopté à l'unanimité le retour de ces bourses et de ces stages comme campagne annuelle, soit l'enjeu prioritaire pour les étudiants de cycles supérieurs pour l'année¹¹. Un plan d'action spécifique a été par la suite présenté et l'importance de concerter les nombreux acteurs du milieu de la recherche (ADÉSAQ, FQPPU, associations étudiantes, instituts de recherche) a été soulignée¹². Huit mois après le début de cette campagne, cette concertation n'a toujours pas eu lieu, le seul et unique acteur qui soutient un réinvestissement en recherche étant l'Acfas¹³. À ce jour, aucune des ailes jeunesse des partis politiques n'a adopté une position sur les budgets des FRQ.

La représentation au sein du Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations ne s'est également pas faite puisque les seules tentatives de contact ont été faites auprès de Jacques Daoust, qui refuse de rencontrer la FEUQ¹⁴. Malgré la mention de ces acteurs dans le plan d'action spécifique, Martin Coiteux, Carlos Leitao et Philippe Couillard n'ont pas été rencontrés à ce sujet¹⁵. Le ministre Bolduc a également mentionné que ces coupes étaient pour rester et que d'autres coupes verraient peut-être le jour¹⁶. En somme, des bourses étudiantes ont été perdues et la FEUQ est incapable de les réobtenir à court terme.

Dossiers qui n'ont pas avancé

- *La non-rémunération des stages finaux en éducation*

⁸ Commentaires à l'égard du projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études, FEUQ 2015.

⁹ Action concertée visant la protestation aux mesures présentées dans le projet de RMRAFE, FEUQ 2015.

¹⁰ <http://www.newswire.ca/fr/story/1486305/etudiants-francais-une-decision-irreflechie>

¹¹ Procès verbal du Conseil national des cycles supérieur, FEUQ. Juin 2014. p. 4.

¹² Procès verbal du Conseil national des cycles supérieur, FEUQ. Août 2014. p. 8.

¹³ Plan d'action spécifique sur la Politique nationale de recherche et d'innovation, FEUQ. p. 5.

¹⁴ *Ibid.* p. 7.

¹⁵ *Ibid.* p. 8.

¹⁶ *Ibid.* p. 3 ; Procès verbal du Conseil national des cycles supérieur, FEUQ. Novembre 2014. p. 12.

Depuis 2007, les associations étudiantes membres de la FEUQ l'ont mandatée d'obtenir une compensation financière pour les étudiants devant faire un stage final en éducation¹⁷. Ce dossier, présenté comme dossier prioritaire depuis, n'a pas réellement avancé. Cette année seulement, les membres ont précisé une marche à suivre à la FEUQ afin d'obtenir une compensation financière des stages en éducation, qui passait par l'élaboration d'un argumentaire, la concertation des groupes jeunes, un positionnement favorable des acteurs gouvernementaux et finalement la construction d'un rapport de force pour l'obtention de la compensation.

À l'heure actuelle, la FEUQ a produit une recherche qui n'est pas en mesure « de cibler des options de financement en lien avec l'éducation pour les stages en éducation »¹⁸. Elle a également rencontré le ministre de l'Emploi François Blais qui propose de mettre de l'avant une mesure qui touche « seulement les stages dans le privé¹⁹ », donc pas pour les étudiants en éducation. En ce qui a trait au positionnement des groupes jeunes, seule la Commission jeunesse du PLQ s'est positionnée en faveur et « aucun autre groupe jeune n'a pu être contacté sur la question²⁰ ».

Finalement, la FEUQ est incapable de faire preuve de leadership politique : elle devait publier une lettre signée par l'ensemble des administrations universitaires en novembre 2014, mais n'est pas capable de recevoir l'appui de celles-ci; une pétition a été mise de l'avant, mais n'a récolté que 7 832 signataires, bien en deçà de l'objectif de 12 000 fixé au départ et devait finalement recevoir une certaine visibilité médiatique, ce qui n'a pas été le cas²¹.

En parallèle, de nombreuses associations se sont réunies autour de la Campagne de revendications et d'actions interuniversitaires pour les étudiants et étudiantes d'éducation en stage (CRAIES), déçues du travail de la FEUQ et espérant pouvoir réunir d'autres associations étudiantes n'étant pas membres de la FEUQ.

- *La perte du statut d'autonomie à l'AFE pour les étudiants au doctorat de premier cycle*

Une modification à l'interprétation du Règlement sur l'aide financière aux études (AFE) est venue pénaliser les étudiants suivant une formation de type doctorat de premier cycle, ou des programmes comportant une année préparatoire. En effet, les étudiants qui complétaient 90 crédits étaient auparavant considérés comme autonomes, c'est-à-dire que la contribution parentale était exclue du calcul de l'AFE, ce qui a été revu. Cette situation a eu un impact sur de nombreux étudiants qui pensaient avoir droit à une aide financière après leur 3^e année. Plus spécifiquement, ce sont les étudiants des programmes de médecine, de médecine dentaire et d'optométrie qui sont touchés²².

Nous avons amené la position « Que les crédits obtenus lors de l'année préparatoire d'un programme de doctorat de premier cycle soient considérés comme faisant partie intégrante dudit programme dans le calcul des crédits menant au statut d'étudiant autonome » à la FEUQ en août 2014, qui a été adopté à l'unanimité²³. Nous avons procédé ainsi puisque nous étions d'avis que la situation s'appliquait à l'ensemble des universités québécoises. Depuis, la FEUQ a été incapable de renverser la décision du gouvernement dans ce dossier et aucune avancée n'a été enregistrée pour les étudiants touchés. Suite à la transmission du dossier à la FEUQ, rien n'a avancé.

- *Le sous-financement des fonds de soutien à la recherche*

Auparavant appelés « Frais indirects de la recherche », les fonds de soutien à la recherche sont un élément de la subvention des universités qui est essentiel au développement de la recherche à

¹⁷ <http://ouifeuq.com>

¹⁸ Plan d'action spécifique sur l'obtention d'une compensation financière pour les stages obligatoires, FEUQ. p. 7.

¹⁹ *Id.*

²⁰ *Ibid* p9.

²¹ *Ibid* p. 10.

²² Aide financière aux études : année préparatoire et contribution parentale, FAÉCUM. 2014.

²³ Procès-verbal de la Commission des affaires socio-politiques, FEUQ. Novembre 2014.

l'Université de Montréal. Pour illustrer l'importance de ces coûts, l'Observatoire du Mont-Mégantic annonçait récemment qu'il devrait fermer parce qu'il ne pouvait plus assumer les coûts d'électricité relatifs à l'utilisation de leurs nouveaux équipements de détection²⁴. Les bibliothèques universitaires bénéficient également de subventions de ce programme mal financé. Nous avons mandaté la FEUQ de revendiquer une meilleure couverture de ces frais inhérents à la recherche depuis maintenant deux ans, mais le dossier n'a pas vraiment avancé.

Leur stratégie s'est développée en plusieurs axes. Le premier consistait en une participation aux consultations prébudgétaires du gouvernement fédéral. Or, le président du CNCS-FEUQ a confirmé ne pas avoir réussi à être invité à y participer²⁵.

Par ailleurs, la FEUQ devait rencontrer les membres du comité permanent des finances : des 10 membres le constituant²⁶, aucun n'a été rencontré²⁷. Nous avons alors insisté pour que la FEUQ s'attaque aux partis d'opposition en prévision des prochaines élections fédérales. Ted Hsu, titulaire du dossier au Parti Libéral du Canada, n'avait pas été rencontré en date du congrès de janvier²⁸, ce que nous avons pourtant été en mesure de faire en octobre dernier. Une autre rencontre avec un député du NPD a eu lieu en décembre 2014²⁹.

Un troisième axe consistait à « démontrer le consensus autour de notre revendication ». Malheureusement, la FEUQ n'a pas réussi à convaincre le gouvernement du Québec, en particulier Yves Bolduc, de demander à Ottawa de mieux financer les fonds de soutien à la recherche. Une trentaine d'autres acteurs étaient alors ciblés afin de récolter des appuis. Selon le plan d'action spécifique présenté au congrès de janvier, seulement deux nous appuyaient après huit mois de mandat³⁰. Pourtant, à la FAÉCUM, nous avons été en mesure de faire adopter cette position auprès de l'Alliance canadienne des associations étudiantes, auprès d'une majorité des associations étudiantes canadiennes regroupées dans le cadre du GU15 et auprès des Jeunes libéraux canadiens (section Québec).

Finalement, la FEUQ mentionnait vouloir sensibiliser les ministres conservateurs à la question. Bien qu'il soit effectivement difficile de les rencontrer, le président du CNCS-FEUQ a confirmé en instance n'avoir rien fait pour y arriver³¹.

- *L'absence d'une Stratégie d'action jeunesse*

L'élection du gouvernement libéral a sonné le glas de la Stratégie d'action jeunesse (SAJ), une action gouvernementale injectant des ressources financières dans des projets jeunesse. Suite à son annulation, les associations étudiantes ont mandaté la FEUQ afin qu'elle obtienne l'adoption d'une nouvelle SAJ. Ce programme est important pour la FAÉCUM puisqu'il reconnaissait notamment l'importance des services de garde atypique en milieu universitaire³².

Depuis, nous avons constaté l'échec de la stratégie de la FEUQ visant à coaliser les acteurs jeunesse autour de cet enjeu. En effet, alors que la vice-présidente aux affaires sociopolitiques devait rassembler au moins une quinzaine d'acteurs, force est de constater qu'après huit mois de mandat, aucun de ces groupes n'est prêt à aller de l'avant avec la FEUQ³³. Des groupes initiaux, seules quelques ailes jeunesse

²⁴ <http://www.lapresse.ca/la-tribune/estrie-et-regions/201502/11/01-4843254-lobservatoire-du-mont-megantic-fermera-ses-portes.php>

²⁵ Plan d'action spécifique sur les Frais indirects de la recherche, FEUQ. p. 8.

²⁶

<http://www.parl.gc.ca/CommitteeBusiness/CommitteeMembership.aspx?Cmte=FINA&Language=F&Mode=1&Parl=41&Ses=2>

²⁷ Plan d'action spécifique sur les Frais indirects de la recherche, FEUQ. p. 8.

²⁸ Plan d'action spécifique sur les Frais indirects de la recherche, FEUQ. p. 10.

²⁹ Plan d'action spécifique sur les Frais indirects de la recherche, FEUQ. p. 8.

³⁰ Plan d'action spécifique sur les Frais indirects de la recherche, FEUQ. p. 9.

³¹ Procès-verbal du Conseil national des cycles supérieurs, FEUQ. Janvier 2015.

³² <http://www.saj.gouv.qc.ca/consultations-jeunesse/documents/livre-blanc-complet.pdf>

³³ Plan d'action spécifique sur la Stratégie d'action jeunesse, FEUQ. p. 9.

des centrales syndicales devaient participer à une rencontre sur le sujet, qui a finalement été annulée par la FEUQ. Le manque de leadership dans ce dossier nous a menés à dénoncer l'inaction de la FEUQ lors du congrès de janvier dernier³⁴.

Un autre pan du plan d'action spécifique consistait à obtenir des appuis de l'opposition officielle. Rien, à l'exception d'un BBQ avec un député de la CAQ, n'a eu lieu de ce point de vue. Finalement, des rencontres devaient avoir lieu avec les représentants gouvernementaux, mais celles-ci n'ont pas eu lieu³⁵.

Dangers à court et moyen terme

Dans les prochaines années, quelques dangers planent sur les étudiants québécois. En effet, le gouvernement libéral continuera sans doute ses efforts de réduction de la taille de l'État et ses compressions dans les services publics. De plus, le rapport final sur la politique de financement des universités aborde sans gêne la dérèglementation des droits de scolarité des étudiants internationaux et la modulation des frais de scolarité. Il importe que notre association étudiante nationale soit en mesure de faire face à ces défis majeurs qui se poseront inévitablement, pour ne citer que ceux-là.

S'étant toujours démarquée par la qualité du contenu qu'elle produisait, la FEUQ perd aujourd'hui beaucoup de cette crédibilité. Les documents présentés aux acteurs politiques visés sont loin d'être de calibre universitaire, manquent de données, sont souvent contradictoires et contiennent un nombre déplorable d'erreurs factuelles et de langage. En ce qui a trait au travail accompli, force est de constater que les objectifs visés par l'organisation et les résultats obtenus sont en totale inadéquation. Il est à ce point difficile de connaître les résultats de certaines rencontres politiques, que le lien de confiance entre les associations membres et l'exécutif national est rompu.

D'autres avenues envisageables

La FAÉCUM, il y a 25 ans, a été membre fondateur de la FEUQ. Celle-ci aura été utile pendant de nombreuses années, mais force est de constater qu'elle ne l'est plus aujourd'hui. Dans l'éventualité où les associations étudiantes décident d'assumer un leadership, comme elles l'ont fait par le passé, nous nous attèlerons à la tâche sans tarder. Il importe que cette décision soit réfléchie et qu'elle émane de la volonté des associations étudiantes de l'Université de Montréal pour se concrétiser.

Suite à la mobilisation historique de 2012, il y a fort à parier que le gouvernement libéral ne voudra pas augmenter à nouveau les frais de scolarité à court terme. De plus, il y a urgence d'agir dans la mesure où il est maintenant impossible de colmater les trop nombreuses brèches que cause l'inaction de la FEUQ.

De nombreux canaux de communications bilatéraux et multilatéraux ont été développés au cours des dernières années avec diverses associations québécoises et canadiennes.

De plus, en cette période d'austérité, il est plus que jamais important de réussir à rassembler le plus grand nombre d'étudiants, mais également de solidariser l'ensemble des acteurs de la société civile, pour mettre sur pied un front uni contre le désengagement de l'État dans l'éducation postsecondaire et les services publics.

Cet ensemble de facteurs nous porte à croire qu'il est nécessaire de jeter de nouvelles bases au mouvement étudiant québécois. Un véhicule national est essentiel pour porter les revendications étudiantes, mais celui-ci doit répondre aux besoins et aux aspirations des associations étudiantes. C'est pourquoi nous présentons ici les avenues possibles à court terme.

De prime abord, il est de notre avis que le statu quo n'est pas envisageable. Comme il a été expliqué, la FEUQ échoue à démontrer la pertinence de sa représentation nationale. En effet, bien qu'ils se targuent de rencontrer certains ministres, les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous.

³⁴ Procès-verbal de la Commission des affaires socio-politique, FEUQ. Janvier 2015. *À venir*.

³⁵ Plan d'action spécifique sur la Stratégie d'action jeunesse, FEUQ. p. 9.

Par ailleurs, les autres véhicules nationaux ne correspondent pas aux objectifs de la FAÉCUM. Historiquement, les positions de la FAÉCUM et de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) sont divergentes, notamment sur les moyens d'action et les revendications mises de l'avant. De plus, il est impossible pour la Fédération d'affilier l'ASSÉ parce que cette dernière rejette la légitimité de nos modes de consultation.

À notre sens, il importe de recentrer l'objectif d'une association étudiante nationale pour contrer le désengagement de l'État québécois en éducation. Il importe de coaliser l'ensemble des associations étudiantes sur des principes plus consensuels, plus transparents et plus flexibles. La FEUQ n'est plus en mesure de répondre aux aspirations de ses membres et n'est plus efficace d'un point de vue politique.

Il est donc essentiel d'avoir le courage de nos ambitions et de réfléchir à la manière dont nous pouvons construire un mouvement étudiant fort et proactif, capable de faire un réel contrepoids au gouvernement libéral et qui est en mesure de faire le travail en amont auprès des acteurs gouvernementaux. Il en va de la crédibilité du mouvement étudiant que d'être capable de se structurer pour arriver à défendre ses membres comme il l'a fait au cours des dernières décennies.

En ce sens, il a été résolu par le Bureau exécutif d'inviter ses associations étudiantes à statuer sur les questions suivantes, qui seront traitées lors du 39^e congrès annuel de la Fédération :

Que la FAÉCUM ne soit plus membre de la Fédération étudiante universitaire du Québec et qu'elle participe à la création d'une nouvelle organisation nationale étudiante.



Vincent Fournier Gosselin, secrétaire général.



Kevin L'espérance, coordonnateur à la vie de campus.



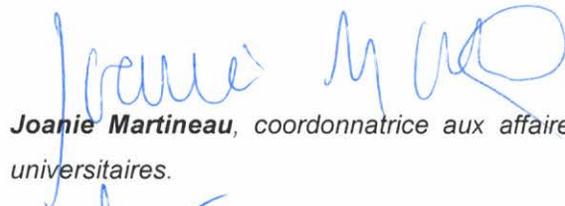
Jolianne Bolduc, coordonnatrice aux finances et services.



Étienne Racine, coordonnateur aux affaires associatives.



Nicolas Bérubé, coordonnateur à la recherche universitaire.



Joanie Martineau, coordonnatrice aux affaires universitaires.



Julie Bélanger, coordonnatrice aux affaires académiques de cycles supérieurs.



Nicolas Lavallée, coordonnateur aux affaires externes.



Rodolphe Parent, coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle.